

## La mobilisation va durer !

Après la journée d'action du 12 septembre avec plus de 440 000 manifestants dans toute la France, celle du 21 septembre avec plus de 200 rassemblements et manifestations, les milliers d'arrêts de travail, les retraités ont le 28 septembre fait la démonstration de leur colère mais aussi de leur détermination et de leur force. Cette action des retraités rentre dans les plus fortes mobilisations. Les informations qui nous parviennent sont unanimes « on a rarement vu autant de retraités dans les rassemblements ». L'UCR comptabilise 76 880 participants, deux fois plus que dans les manifestations précédentes. Eléments constitutifs du rapport de force les adhésions de retraités réalisées depuis le mois d'août. Ce succès est à mettre à l'actif du fort engagement des militants retraités et des syndicats départementaux pour mobiliser. A la bataille contre la loi travail XXL, contre la hausse de la CSG, baisse des APL, s'ajoutent de multiples raisons contenues dans le budget 2018, hausse de 2 euros du forfait hospitalier, baisse des dépenses d'assurance maladie, hausse de la fiscalité sur certains produit carburant, tabac, baisse de l'aide au logement. Non rien ne change ou plus exactement tout continue. Le budget adopté par le gouvernement s'inscrit dans les logiques libérales et fait encore de nouveaux cadeaux aux riches. Les retraités sont considérés comme des vaches à lait. La dynamique créée en septembre va se poursuivre et s'amplifier. Le 10 octobre les retraités seront avec les fonctionnaires pour continuer à faire entendre leurs revendications. Pour élargir la participation à l'action donnons un élan supplémentaire à la consultation et utilisons le questionnaire revendicatif publié dans le fil du temps numéro 55. Le 9 octobre les 9 organisations de retraités se rencontreront pour décider de nouvelles initiatives. Ne lâchons rien !



## UCR après les fortes mobilisations du 28 septembre les retraités continuent.

Le jeudi 28 septembre, dans une mobilisation sans précédents des dizaines de milliers de retraités ont répondu à l'appel des neuf organisations (UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFDT, UNIR-CFE/CGC, FSU, FGR-FP, UNIRS-SOLIDAIRES, LSR, UNRPA).

Ils veulent voir leur pouvoir d'achat augmenter, refusent l'augmentation de la CSG et la baisse des APL

Il ont lancé un appel : « Recevez et écoutez le retraités, Monsieur le Président de la République » que tous les retraités sont appelés à signer.

## 2017 l'UFR se renforce

Semaine 39, le décompte des 100 % est activé, il nous faut franchir la barre des 11 471 syndiqués UFR pour le 31/12.

Au 24 septembre 2017, on est plus nombreux à l'UFR qu'à la même date en 2016. Les 11 029 syndiqués que nous sommes alimentent la plus grande peur du patronat et du gouvernement, voir les organisations CGT se renforcer.

Durant ce dernier trimestre, conjuguons luttés et renforcement à l'exemple du Mans 4 visites auprès de camarades en règlement traditionnel 3 FNI récupérés, à l'exemple des 6 adhésions réalisées dans les manifs du 28...

Conjuguons nos efforts, le renforcement 2017 est à notre portée !

## Budget 2018 un budget de classe, toujours plus pour les riches.

Baisse des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques, remplacement de l'ISF par l'IFI (impôt sur la fortune immobilière), L'instauration d'un « prélèvement forfaitaire unique » (PFU) sont autant de nouveaux cadeaux aux patrons. Avec La transformation de l'ISF en IFI les riches vont économiser 3,2 milliards d'impôts. Par contre avec la hausse d'1,7 point de la CSG les retraités vont voir leur retraite baisser dès le mois de janvier 2018. Avec cette hausse de la CSG, le gouvernement accélère la

transformation du modèle social en transférant le financement de la sécurité sociale vers l'impôt. La hausse de la CSG devrait rapporter 22,6 milliards aux caisses de l'Etat, en année pleine. La baisse des cotisations devrait rapporter aux salariés 18,1 mds en année pleine. A tout cela s'ajoute la hausse de la fiscalité de plusieurs produits qui pèsent particulièrement sur le revenu des ménages. Ce budget est très loin de répondre aux attentes des citoyens il s'inscrit dans la poursuite des logiques libérales. Tout change mais rien ne change et tout s'aggrave pour les salariés et les retraités.

## PLFSS 2018 (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) :

### Une priorité à l'austérité confirmée

ce 28 septembre, par les ministres Gérard Darmanin et Agnès Buzyn avec des orientations en matière de Sécurité Sociale qui s'inscrivent dans la réduction des déficits, annoncées lors de la déclaration de politique générale du Premier Ministre et qui correspond à près de 4,2 milliards d'euros d'économies. Confirmation du basculement des cotisations « salariés » d'assurance

maladie et d'assurance chômage sur la CSG réalisées en 2 fois (au 1er janvier et au 1er octobre), l'augmentation de la CSG de 1,7% intervenant au premier janvier, transformation du CICE en allègement de cotisations en 2019, augmentation de 2 euros du forfait hospitalier confirmée ainsi que son financement par les complémentaires (qui au final sera supportée par les assurés sociaux, puisque les mutuelles seront conduites à augmenter les cotisations pour financer cette mesure.) De plus, l'augmentation de 100 euros (étalée sur 3 ans) – bienvenue même si insuffisante – du minimum vieillesse ne saurait compenser la baisse de pouvoir d'achat occasionnée par la hausse de la CSG d'une majorité de retraités. La CGT a réaffirmé la nécessité de préserver le principe d'autonomie des finances sociales, ce qui implique notamment que la CSG reste intégralement affectée aux régimes sociaux. Devant ces remises en cause de notre protection sociale solidaire et par répartition, issue du Conseil National de la Résistance, la CGT se mobilisera.

### Contre l'Etat d'urgence permanent !

Les 2 années d'Etat d'urgence nous ont montré combien les militant-es, salarié-es et privé-es d'emploi ont été la cible collatérale du gouvernement, sans pour autant être efficaces en terme de lutte antiterroriste. Intégrer l'état d'urgence dans le droit commun produira les mêmes effets voire les accentuera ! Le projet de loi menace le droit de manifester et de se rassembler. La police (nationale, municipale et même privée) pourra empêcher l'entrée ou expulser d'une rue, une place, les personnes qui refuseront la fouille de leur sac ou de leur voiture. La CGT revendique plus de droits, du progrès social et des libertés individuelles et collectives renforcées et garanties.

### Remise du rapport de l'OCDE : Toutes les raisons de se mobiliser !

Un rapport en « Trompe l'œil » qui, cache un plaidoyer pour les politiques libérales et un encouragement au gouvernement

pour persévérer dans cette direction en applaudissant des deux mains les ordonnances Macron qui renforcent la « flexibilité du marché du travail » et affaiblissent les juges prud'homaux. Rapport qui ovationne le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), alors que de nombreuses études confirment que, loin d'améliorer l'emploi, cette mesure a surtout permis aux entreprises d'augmenter leurs bénéfices. Les recommandations de l'OCDE confortent les orientations de l'équipe Macron-Philippe qui affaiblissent les services publics et visent à transformer notre modèle de protection sociale pour donner plus de place aux acteurs privés.

### J.O Paris 2024 -

#### Pour la CGT : top départ pour des J.O responsables

S'il n'y a pas de doute que les Jeux Olympiques et Paralympiques portent l'image d'une fête sportive de caractère mondial, avec l'idée d'un modèle de fraternité et de rencontre des peuples mis en avant à l'occasion de chaque olympiade, la candidature de Paris aux JO 2024 est pourtant une décision politique sur laquelle la CGT a porté un regard concernant l'ensemble des choix relatifs aux questions éthiques et celles qui engagent la responsabilité sociale et environnementale des entreprises contribuant à la manifestation. Vigilante sur les conditions de travail et la situation des travailleurs la CGT sera aussi vigilante sur le coût des JO qui ne doit pas être supporté par le contribuable et pose la question de la place du sport pour toutes et tous pendant et après les Jeux Olympiques et Paralympiques.

#### Chiffres du chômage : une précarité qui doit être stoppée.

En catégorie A le chômage augmente de 0,6% sur un mois, soit 22 300 chômeurs de plus, ce qui est important, même si sur un an on note une baisse de 0,3%, d'autant que les effets du plan formation s'amenuisent.

La CGT a fait des propositions pour une vraie taxation des contrats courts, et

continue de se battre pour une vraie sécurité sociale professionnelle.

### CETA.

Le Président de la République doit exiger, à Bruxelles, la suspension de l'application provisoire du CETA, face aux risques avérés pour l'environnement, la santé, l'emploi et l'élevage français. C'est ce que lui demandent les associations de consommateurs, les défenseurs des droits humains et de l'environnement, les professionnels de l'élevage, les syndicats de travailleurs qui font aujourd'hui front commun.

## INTERNATIONAL

### Espagne Catalogne :

#### la CGT soutient la position du syndicat espagnol CCOO.

Le 20 septembre le syndicat CCOO a adopté une déclaration dans laquelle elle déclare : « Les CCOO engagent toutes les forces politiques sans exclusion aucune à commencer une négociation qui doit obligatoirement trouver une issue politique. Dans ce sens nous lançons un appel à l'arrêt des mesures juridiques et policières ainsi qu'à la suspension du processus allant vers le 1er octobre visant à créer un cadre démocratique et normal pour l'exercice de la politique. Il faudrait poser sans attendre un « recours constitutionnel » qui abordera la réforme de la Constitution de 1978 afin de nous doter d'un nouveau modèle d'articulation juridique et politique pour l'Etat qui reconnaîtra le caractère pluriel de l'Espagne et adopte de nouveau les mécanismes de financement garantissant le principe d'égalité (pour qu'aucun territoire ne soit lésé dans sa « contribution » à la solidarité interrégionale).

Ce qui peut se faire en adoptant un modèle fédéral. La nouvelle Constitution issue de ce processus devra être soumise à référendum citoyen » .

La situation créée après le référendum du 1er octobre et les scandaleuses violences policières donnent que plus de sens à notre soutien au CCOO.

